

Note de Jules Guéron sur l'Euratom (Saclay, 2 juillet 1956)

Légende: Le 2 juillet 1956, Jules Guéron, directeur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), rédige une note dans laquelle il insiste sur la nécessité pour les futurs États membres de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom) d'élaborer en commun des prototypes de centrales nucléaires afin de produire de l'énergie nucléaire et ainsi rendre l'Europe plus indépendante en termes énergétiques.

Source: Archives historiques de l'Union européenne, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Jules Guéron, JG. 85.

Copyright: (c) Union européenne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_de_jules_gueron_sur_l_euratom_saclay_2_juillet_1956-fr-98a2220e-4046-4cbb-a21a-cd24ad62502d.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Euratom : Communauté de prototypes

On parle beaucoup d'Euratom. On est pour ou contre. On suppose donc que ce mot a un sens bien précis. Ce n'est pas le cas : il y a plusieurs schémas de communauté atomique.

Celui dont on discute officiellement est décrit dans le rapport Spaak. Il comporte un cadre très vaste autour d'un tableau assez vide. Heureusement. Il serait imprudent d'avoir, à l'origine, une toile entièrement couverte. Mais les pleins et les vides sont-ils bien placés ? Sont-ils bien proportionnés ? Ne gêneront-ils pas le dessin du chef-d'œuvre ?

Dès qu'il s'agit d'Europe et de communauté les passions entrent en jeu. Ne les évoquons pas. Mais insistons sur un point qui n'ayant pas été, à notre avis, assez généralement et clairement exposé, justifie un malaise chez les citoyens réfléchis.

Dans l'ensemble des investissements d'un grand pays, nombreux sont les ouvrages (centrales thermiques ou hydrauliques, mines, recherche de pétrole, etc...) plus onéreux que les programmes atomiques, et qui ne deviendront pas productifs à moindre délai.

On ne parle pas - ou du moins pas avec urgence - d'européaniser ces ouvrages. Pourquoi donc choisir aujourd'hui l'énergie atomique comme entreprise commune ? C'est parce qu'elle implique des moyens et des besoins nouveaux, qu'elle autorise un grand espoir, et qu'elle comporte de graves risques si elle se développe sans contrôle.

L'espoir : c'est le confort énergétique. Nous en jouissons aujourd'hui après vingt ans d'insuffisance ou de rationnement; mais il est précaire et la pénurie peut se manifester dès avant 1965. Les sources d'énergie classique dont dispose le monde ne sont pas susceptibles d'être développées indéfiniment. En France en particulier, la production de charbon et de pétrole ne suffit pas à assurer notre consommation courante, et l'on voit venir le moment où auront été construits tous les barrages économiques. Pour élever le niveau de vie des Français, surtout en cette période d'accroissement de la population il faut une nouvelle source d'énergie : celle dérivée de la fission nucléaire est maintenant la seule qui puisse intervenir à temps et se développer assez vite.

Il serait donc catastrophique de ne pas avoir au moment voulu les usines atomiques nécessaires. Et d'abord il faut avancer les études. Car nulle part dans le monde on n'a encore résolu à coup sûr tous les problèmes majeurs que pose cette industrie nouvelle.

Si chaque pays veut créer seul son énergie atomique la période de recherche et de développement comportera un gaspillage de moyens matériels et humains de nature à compromettre l'entreprise : on risquera de ne pas aboutir à temps, ou on s'y essoufflera. Aucun pays d'Europe continentale ne peut accepter ce risque sans danger. De plus, si l'on maintient les études dans un cadre national, même en concertant les programmes, même en échangeant des résultats, chacun s'expose à devenir tributaire de celui qui aurait le premier mis au point le type d'usine capable de produire au meilleur prix. S'il n'est pas certain qu'un tel système privilégié existe - et non divers systèmes à peu près équivalents - il serait imprudent d'admettre à priori le contraire. Or, dans toute course, il y a plus de perdants que de gagnants le favori, même en grande forme, risque de n'être pas placé.

Enfin le travail dispersé rendrait difficiles les contrôles et les systèmes de distribution de matériaux, qui pourraient s'instaurer sans heurt s'ils sont concertés avant de toucher à des intérêts économiques ou politiques établis.

Que faut-il donc faire, et surtout faire en commun ? - ce qui est urgent.

Ce qui est urgent, c'est de savoir produire de l'électricité nucléaire économique, puis d'en rassembler et d'en répartir les moyens. Il faut donc étudier, édifier, exploiter un assez grand nombre de prototypes différents de centrales nucléaires, afin de mettre au point au plus vite un ou plusieurs types de centrales productrices.

Trop peu de gens sont aptes à ce travail. Non qu'il soit particulièrement difficile, mais il demande un apprentissage. C'est aujourd'hui un lieu commun de dire que partout, et spécialement en France, on ne forme ni assez de techniciens, ni assez d'hommes orientés à le devenir. Préparer assez de bons spécialistes entamera donc les quelques années qui nous séparent du début de la disette énergétique (plus proche pour la France que pour d'autres pays). Pour faire vite et bien, l'union est souhaitable parce eue seule le, totalité des moyens humains concentrés permettre, d'arriver à temps. Nous voulons dire l'union dans l'action technique et quotidienne plus encore que dans un organisme central. Le pool nécessaire est celui de la matière grise, alerte, et des mains adroites.

Le sens commun et la saine technique nous amènent donc à dire :

Les entreprises communes doivent être les prototypes; et tous les prototypes doivent être des entreprises communes. Il faut les choisir en commun, les exécuter partout où c'est possible, et toujours en charger des équipes internationales.

Celles-ci assurent en effet la plus vive émulation. Le but une fois clairement fixé, la plus grande diversité d'esprit et de méthode se manifeste dans chaque équipe, et, entre elles, la concurrence joue au mieux, car aucune n'est protégée, par des considérations ou des règlements extra-techniques, contre le manque de zèle ou l'insuffisance professionnelle.

Enfin, disposer d'équipes internationales, dès l'origine, avant tout succès, et avant toute spéculation qui dégrade le succès, est le meilleur moyen d'obtenir la complète liberté d'usage des idées et des détails, donc d'éviter les conflits de propriété industrielle.

Pour nourrir ce corps central il faut des fournitures, des matières premières, des matières ouvrées (produites par la communauté ou acquises par elle) des systèmes de distribution, etc. Assurons-les pour autant que ce soit nécessaire au but, mais pour autant seulement. Car il y a trop de travail pour se permettre - même en commun - le luxe de l'inutilité.

Une usine de séparation isotopique ? Oui, si elle est nécessaire aux prototypes. Une usine de traitement du combustible nucléaire ? Oui, si elle est nécessaire aux prototypes.

Mais non si ces usines sont faites pour meubler, dans un grand cadre, une toile vide où l'on n'ose, ou ne veut, placer le seul motif central légitime.

Voilà de quoi occuper Euratom, exclusivement pendant 5 ans au moins; et, partiellement, beaucoup plus longtemps. Ensuite, il faudra penser à multiplier les outils bien dessinés, et à les mettre en œuvre.

Entre-temps on aura appris à travailler en groupe. On aura vu où doivent porter les contrôles. On aura exploré les problèmes économiques et esquissé leur solution.

Si la communauté des prototypes a réussi, elle s'étendra naturellement. Elle réussira d'ailleurs, car elle ne comporte pas de difficultés extraordinaires. Son but étant clair, nul ne pourra se dérober, techniquement ou politiquement, à sa part d'effort.

Le rapport Spaak permet la communauté des prototypes, mais loin d'en faire sa pièce de résistance, il ne la mentionne même pas explicitement.

Les experts de Bruxelles rédigent maintenant le traité d'Euratom. Qu'ils réparent l'omission du rapport Spaak. Ou qu'ils osent dire qu'ils éludent le vrai problème.

La France a intérêt à accélérer des réalisations que, seule, elle ferait trop lentement, ou n'achèverait à temps qu'au prix d'un déséquilibre de son développement technique. Seule puissance atomique réelle du continent, elle se doit de mener la première action, et d'affirmer sa place dans la communauté en y engageant, audacieusement, ouvertement, avec les contreparties négociées qu'un tel apport légitime, les réalisations de

ses dix ans d'effort.